

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 17. — 3 Janvier 1930

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

Le "réquisitoire" est une défense de l'électoralisme

Nous avons donné la semaine dernière un aperçu de la constitution du Parti ouvrier-paysan autour des « six ». La brochure que ces « Six » viennent de publier sous le titre de « réquisitoire » ne peut que nous confirmer dans notre opinion, et contribuera certainement à éclairer beaucoup de lecteurs sur les possibilités d'un redressement du communisme... en compagnie de Paul Louis ou de Chasseigne.

Quand et pourquoi les « six » ont-ils quitté le parti ? Voilà la question fondamentale. Dans leur réquisitoire ils prétendent avoir voulu se mettre en travers des desseins « anarcho-policiers » de la direction du parti, et en somme avoir agi pour le bien de la classe ouvrière que le parti menait aux échecs et aux désastres. Cependant tous leurs arguments se concentrent simplement autour de la défense de leur mandat municipal, et rien ne montre qu'ils ont eu le moins du monde souci de redresser le mouvement ouvrier sur la base communiste. « Le programme sur lequel nous avons été élus, disent-ils, est toujours le nôtre. »

Eh bien, cela est suffisant pour juger de leur politique. Avant ou après l'instauration de la fameuse tactique « classe contre classe », le Bloc ouvrier et paysan s'était substitué au Parti communiste dans les élections. Or, le programme du Bloc ouvrier et paysan n'était rien d'autre qu'un vulgaire programme démocratique d'extrême gauche, variant considérablement avec les régions, et destiné, non à servir de plate-forme de propagande pour éclairer la conscience politique des masses, mais à piper des suffrages ouvriers et petits-bourgeois, tout simplement. Quiconque a lu les brochures éditées par Sellier ou Garchery lors des dernières élections municipales est tout à fait fixé. Rien dans ces brochures, rien dans leurs discours, qui rappelât, fût-ce de loin, le programme communiste, on y trouve seulement un exposé des revendications immédiates des travailleurs des villes considérés, non comme classe ouvrière, mais comme poussière de consommateurs, d'usagers, etc... — c'est-à-dire en fin de compte comme électeurs.

La dénomination de la nouvelle organisation des « six », « parti ouvrier-paysan », montre assez qu'ils ont avant tout le désir de poursuivre la politique du « bloc ouvrier-paysan », c'est-à-dire de s'écarter définitivement du programme et de l'organisation communistes. Le programme sur lequel Sellier ou Gélis ont été élus est à peu près un programme pacifiste pour la politique extérieure et un programme de réforme pour l'intérieur. Ils n'auront aucune difficulté à rester fidèles à ce programme-là.

De critique politique adressée au parti, il n'y en a aucune dans ce réquisitoire dont la vulgarité de ton commence à rappeler les polémiques du *Populaire* et qui, en tout cas, ne se hausse nullement au-dessus de la polémique ordurière qui fleurit dans *l'Humanité*. Pour formuler une sérieuse critique politique, il aurait fallu auparavant que Sellier et Cie fassent leur propre *mea-culpa*. Avant de jouer aux intègres mentors de la classe ouvrière

française il aurait fallu qu'ils examinent leur responsabilité dans la situation actuelle du parti, il aurait fallu que Sellier raconte comment il a regagné ses galons en 1924, en prêtant la main à l'équipe de saboteurs Treint-Girault contre l'opposition de l'époque, pourquoi depuis il n'a jamais pris la parole dans les congrès et assemblées politiques du parti, pourquoi lui et ses compères d'aujourd'hui n'ont cessé d'être de mêche avec ceux qu'ils dénoncent aujourd'hui. Il faudrait que Gélis, Renault, etc... reconnaissent que leur scepticisme et leur mépris à l'égard de leur parti est vieux de plusieurs années, mais qu'ils l'ont momentanément voilé afin de bénéficier de son appui électoral. Il faudrait aussi que ces « élus » nous disent carrément ce qu'ils pensent du programme communiste et quelle est leur appréciation de la période présente.

Sur tout cela on ne trouve rien dans le « réquisitoire » ; mais on ne trouve même pas les faits qui ont soi-disant motivé leur sortie du parti. Sur les policiers, dans le parti et d'une façon générale sur sa corruption intérieure, il n'y a rien de plus que ce que bien des oppositionnels ont dit depuis plusieurs années, alors que les Sellier les excluaient du parti pour cela. Le seul grief apparent est le tirage systématique des élus.

Les quelques phrases qui concernent les questions internationales sont d'une faiblesse particulière. Sur l'U.R.S.S., sur le parti bolchévique, ils n'ont rien à dire, sinon quelques phrases vagues à propos de l'autocrate Staline — pas neuves.

A propos de l'Internationale communiste, pour laquelle ils n'ont jamais eu un mot de critique, ils livrent le fond de leur opinion : « On monte en épingle les décisions du VI^e Congrès mondial. L'homme qui a pensé, écrit, défendu, forgé le monument politique du VI^e Congrès, Boukharine, vient d'être à son tour destitué, quelques mois à peine après son triomphe, de tous ses postes au bureau politique du Parti russe et à la présidence du Comité exécutif de l'Internationale. » Nous y voilà ! Les décisions du VI^e Congrès mondial sont la loi pour Sellier et Cie ; l'homme qui les a fait prévaloir est sacré ! Pour l'opposition de 1923, pour Trotsky et le noyau fondamental de l'opposition de gauche, les « élus » n'ont pas un mot. Mais pour Boukharine, le Saint-Nicolas des droitières de tous pays, ils s'engagent à fond leur admiration. Boukharine n'a cessé de se tromper en 1924, 1925, 1926, 1927, etc... sur la politique intérieure russe. Il a servi de marchepied à Zinoviev, puis à Staline, dans leur lutte contre l'opposition. Il a développé des théories monstrueuses qui ont influé pour leur large part sur le cours de la révolution chinoise, à la tête de l'Internationale, il s'est fait le timide exécutif des hautes œuvres de la bureaucratie soviétique.

Ce n'est pas un hasard si les « six » essayent de se faire patroner par Boukharine. Cela nous est un sûr témoignage de leur antimarxisme, et de leur orientation droitrière. Du reste, pour le dire en un mot, cet hommage lui-même à Boukharine est une grotesque

comédie destinée à jeter de la poudre aux yeux de quelques militants et rien d'autre.

En tout cas, tout ce réquisitoire nous fait mieux comprendre pourquoi et comment le P.O.P. s'est aggloméré autour des « six ». Le P.O.P. représente aujourd'hui l'espoir de toute une catégorie d'intellectuels, de fonctionnaires, même de travailleurs révolutionnaires, de s'évader du communisme compromis par un parti en plein dégénérescence, dont les six ont été jusqu'à aujourd'hui les soutiens. La responsabilité des six dans l'état actuel du parti est aussi importante que celle des « galvaudeux » qu'ils dénoncent. C'est, pourquoi, ils sont obligés de s'éloigner ouvertement du communisme.

La réunion autour d'eux de la minorité syndicale de la C.G.T.O., de l'U.S.C. de Paul Louis, de Chasseigne et de bien d'autres montre nettement que leur programme, c'est avant tout de se situer hors du communisme. Cela ne fait pas de doute. De cet assemblage hétéroclite, véritable « bloc sans principes » s'il en fut, on peut prédire qu'il renferme en lui déjà très avancés, tous les germes de sa propre décomposition.

Mais que la direction du parti et son petit appareil de bureaucrates ne croient pas s'en tirer à si bon compte. Dans la crise actuelle sa responsabilité est directement engagée. Le P.O.P. lui tourne le dos et se désintéresse d'eux. Mais nous, nous appellerons les travailleurs à les mettre au pied du mur, à les chasser de leurs postes d'où ils sabotent à plaisir l'action ouvrière, pour frayer la voie à une nouvelle poussée communiste.

COMMUNISME OU NATIONALISME ?

Karakhan vient de faire un voyage triomphal en Turquie. Partout, à Angora, comme à Constantinople, son passage a été l'occasion de démonstrations d'une chaleur exceptionnelle. Au cours de ce voyage, il a fait aux journalistes des déclarations qu'il est intéressant de noter. La façon dont il a parlé des personnages officiels est déjà assez étonnante. Le ministre des Affaires étrangères, Tefik Ruchdi bey, est « son meilleur ami » et il « nourrit les sentiments du plus profond respect » à l'égard du président du conseil, Ismet pacha. Langage conventionnel de diplomates, dira-t-on. Peut-être, mais de diplomates bourgeois et, dans ce domaine comme dans les autres, l'Union soviétique devrait montrer qu'elle n'est pas un Etat comme les autres, qu'elle est un Etat prolétarien. Ses diplomates devraient se différencier quoique pas à la façon de Bessedovsky.

Mais ce n'est pourtant pas là ce qu'il y a de plus important dans les déclarations de Karakhan. Ce qui, à nos yeux, est grave et symptomatique, c'est lorsque, à propos d'Angora, l'adjoint soviétique au commissariat des affaires étrangères s'écrie :

Cette ville reflète la sûreté calme et ferme

LETTRE d'ALLEMAGNE

La réaction allemande
gagne du terrain

Berlin, décembre 1929.

Le 22 décembre a eu lieu le plébiscite du bloc fasciste (Hugenberg-Hitler-Seldte) pour la « loi de liberté ». Six millions de voix environ ont été recueillies par ses promoteurs.

Comparé au nombre d'électeurs (42 millions) ou même aux suffrages des nationalistes et des socialistes nationaux aux élections au Reichstag (1928), le plébiscite ne semble pas avoir été un succès pour le bloc fasciste. En réalité, l'issue du plébiscite indique le progrès du fascisme allemand, car les six millions de voix marquent une augmentation de 50 % sur le referendum qui en recueillait quatre millions.

Le plébiscite sur la « loi de liberté » fasciste, qui repousse le plan Young, se fit sous le signe de la crise intérieure du parti nationaliste. La politique en faveur du bloc fasciste avec Hitler a provoqué le départ d'une partie des nationalistes. Dans ces conditions, le résultat du plébiscite est incontestablement un succès sérieux du fascisme, succès qu'il faut attribuer surtout à l'activité sérieusement croissante des socialistes nationaux qui, aux récentes élections au Landtag (en Bade et en Thuringe) et aux élections municipales (en Prusse, en Hesse et en Bavière), ont doublé et souvent même triplé le nombre de leurs voix de l'an dernier.

La croissance du fascisme constitue un danger sérieux pour la classe ouvrière allemande. Le fascisme prend racine dans les districts industriels importants et se fait déjà sentir dans les élections aux conseils d'usines de certains grands établissements de Berlin.

L'industrie lourde allemande organise et soutient financièrement le fascisme. Non pas parce qu'elle cherche à lui livrer l'appareil d'Etat. Les magnats de l'industrie lourde et de la finance allemande sont loin de songer à cela. Aussi longtemps que cela lui est possible, la bourgeoisie a le plus grand intérêt à maîtriser la classe ouvrière par les moyens de gouvernement courants. Et ces moyens courants ne sont encore nullement épuisés.

Mais ce qui est presque épuisé, c'est le régime de coalition unissant la social-démocratie et les partis bourgeois. Personne, dans le clan de la bourgeoisie n'était plus capable que la social-démocratie, d'imposer le plan Young à la classe ouvrière. Il n'y a pas très longtemps, l'industrie lourde allemande réclamait, par la bouche d'un de ses « capitaines » (Silverberg), le régime de coalition. Maintenant que les travaux préliminaires sont accomplis, que la liberté d'action de la classe ouvrière est paralysée par la loi de Severing contre les communistes, que la politique sociale est complètement abandonnée (assurance-chômage) et que la réaction culturelle s'est fortement développée, la bourgeoisie allemande s'est décidée à porter le coup décisif ; elle a fait voter par Müller-Hillferding une réforme financière, dont la première étape est le « programme immédiat » qui prévoit une augmentation importante des impôts indirects et des droits de douane, en même temps que la réduction, tout aussi accentuée, des impôts atteignant la propriété.

Ce fut le docteur Schacht, président de la Reichsbank, qui, grâce à sa « parole souveraine » contraignit le gouvernement récalcitrant ; celui-ci dut donner pleine satisfaction aux désirs de la bourgeoisie des trusts et il dut en même temps accepter de se faire dicter les conditions d'un emprunt urgent de 450 millions de marks, conditions que les banques allemandes posent en accord avec la banque Morgan, et qui étaient bien moins favorables que les conditions auxquelles la banque Dillon-Read et Cie était prête à consentir cet emprunt.

Pendant ces pourparlers, le ministre des finances social-démocrate tomba comme une feuille morte de l'arbre pourrissant de la démocratie allemande.

Pour introduire le plan Young, la bourgeoisie n'avait pas d'aide meilleure et mieux appropriée que la social-démocratie. Il fallait faire semblant de consentir aux socialistes l'introduction de réformes démocratiques pour déterminer les masses à accepter sans résistance des charges énormes. L'application du plan Young

donnera à réfléchir aux masses ouvrières.

Au lieu des réformes attendues, ce sera la liquidation de celles qui existaient.

Pour cette politique, la bourgeoisie a besoin d'un régime plus fort que ne l'est la coalition. Et ainsi les contours du nouveau bloc bourgeois deviennent de plus en plus nets : même les partis qui sont encore dans le gouvernement de coalition, tels que le centre catholique et les populistes, préparent déjà le bloc dit « bloc conservateur », allant des démocrates jusqu'aux nationalistes qui sont restés après la scission (groupe Treviranus).

La social-démocratie allemande se traîne comme un chien battu à la suite du gouvernement. L'expérience a montré avec une netteté qu'on n'a encore jamais vue nulle part où même la politique de coalition basée sur la conservation de l'Etat bourgeois. Et elle ne doit qu'à des Thälmann, à des Neumann et à des Remmele que les masses ouvrières ne se détournent pas en foule ; et que, dans la mesure où elles le font, elles ne renforcent pas les rangs du communisme, mais ceux du fascisme. — K. L.

Au Comité Central
du Parti communiste russe

A la fin de novembre, s'est tenue à Moscou l'assemblée plénière du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Cette conférence eut lieu dans une situation économique critique, et qui le devient davantage de jour en jour, malgré les déclamations optimistes des bureaucrates. Crise agricole révélée par la campagne pour le stockage du blé, mécontentement grandissant du village que de koulak exploite. A la ville, manque d'objets de première nécessité. En général, situation tendue, lutte de classe accrue.

La discussion porta sur le plan quinquennal, la formation de cadres de spécialistes, ainsi que sur la socialisation de l'agriculture le régime intérieur du parti et la lutte contre la droite.

On sait que le plan quinquennal a été profondément remanié, le premier projet ayant été élaboré uniquement contre l'opposition de gauche, contre l'industrialisation, la « sous-estimation de la paysannerie » et le « trotskysme ». Sous sa forme présente, il prétend s'inspirer de l'industrialisation et de la lutte de classes au village, mais il ne le fait qu'empiriquement et est dominé par une politique générale erronée.

L'industrialisation est basée exclusivement sur l'accroissement de la production, ignorant complètement toutes les revendications ouvrières, et restant ainsi éloignée de ce que devrait être une rationalisation socialiste : avant tout, amélioration du niveau de vie des ouvriers.

De même l'activité de la classe ouvrière, sa capacité à user au maximum des possibilités du régime soviétique, sont les plus sûrs garants de l'édification socialiste. Or, ainsi que l'indique depuis fort longtemps l'opposition, ce que nous voyons, c'est une extrême passivité des masses, tandis que la bureaucratie se développe de plus en plus.

Lutte contre le koulak et socialisation de l'agriculture, tels sont les mots d'ordre des centristes. Mais les mesures pratiques qu'ils prennent auront pour résultat d'accroître la différenciation au village au profit des paysans aisés.

La présente campagne de stockage des blés fait penser à celle de février 1929, quand, après les articles « gauches » de la Pravda, nous assistâmes au coup de barre à droite donné par le Comité Central en juillet.

Pour donner un tableau exact de la situation, nous ne pouvons mieux faire que citer les thèses de Racovsky, thèses qui servent de base à la déclaration des déportés et qui constituent la meilleure preuve de la vitalité de l'opposition soi-disant capitaliste comme l'affirmèrent, avec leur légèreté habituelle, les ultra-gauches, — en compagnie de Rosenfeld.

« Au cas, écrit Racovsky, où le plan quinquennal serait entièrement exécuté, le revenu national, à la fin de la cinquième année, se sera accru à la ville de 51 0/0 par tête d'habitant, au village de 52 0/0, dont 40 0/0 pour les seuls paysans aisés. Toutefois, cela ne sera possible qu'avec la stabilisation des prix de l'économie paysanne, à un taux de 114 0/0 soit une augmentation de 14 0/0 sur l'année 1927-1928. En réalité, le revenu de l'ouvrier citadin doit avoir augmenté de 58 0/0 à la fin du plan quinquennal, mais sa capacité de production sera supérieure de 100 à 110 0/0. Dans le même laps de temps, le village aura reçu, par la seule différence des prix trois milliards et demi de roubles. Dans la pre-

mière moitié de l'année courante, les salaires ont augmenté de 7,1 0/0, mais l'index de l'économie générale marque une élévation de 8,5 0/0, tandis que les prix de détail sont plus élevés de 19,3 0/0. Quant à l'économie paysanne privée, l'accroissement est de 37,9 0/0. Conclusion : le poids de l'économie paysanne privée se fera de plus en plus sentir dans l'économie générale du pays, malgré tous les bavardages contre le capitalisme agricole. »

Nous voyons ainsi que les précisions et les aversissements de l'opposition valent non seulement pour le passé mais aussi pour l'avenir.

Le Comité central a naturellement déclaré que dans le parti tout est pour le mieux, que l'édification socialiste tant à la ville qu'à la campagne marche à pas de géant ; après quoi, il s'est préoccupé de la formation de cadres de techniciens. Industrialisation et socialisation de l'agriculture sont entreprises empiriquement, sous les critiques et les coups de la gauche. Les capitulards de toutes fournées capitulent devant Staline en affirmant que celui-ci fait une politique de gauche. Smirnov, après avoir remanié trois fois sa piteuse déclaration, se rallie à la « construction du socialisme dans un seul pays », théorie élaborée par la droite et que le centre porte aux nues.

En même temps, la Pravda annonce chaque jour la mort définitive du « trotskysme », mais non moins quotidiennement elle découvre des groupes d'opposition, emprisonne et déporte. Le pas à gauche dans l'industrialisation s'exprime par le caractère droitier des mesures pratiques, le caractère droitier du régime du parti et la conception droitiste de la construction du socialisme dans un seul pays. — J. J.

DEUX CONGRÈS

Bâtiment

Le congrès de la Fédération du Bâtiment s'est tenu à Paris, du 21 au 24 décembre. Les résolutions du dernier congrès confédéral sur la rationalisation, sur la « stratégie des grèves » et la « radicalisation », ont fait l'objet de nouveaux délayages. On a prouvé, d'une façon toute spéciale, la « radicalisation des masses », par l'addition en vrac des grèves qui ont eu lieu. 80 grèves, du 1er mars 1928 au 1er février 1929 ; 190 du 1er février au 31 octobre 1929. Et voilà ! Quelles ont été ces grèves, leur importance, le rôle qu'y ont joué unitaires et confédérés ? on ne sait. Là-dessus, on est chiche d'explications.

Claverie, au nom du bureau confédéral, a fait le discours d'usage contre les minoritaires, en terminant par la fanfaronnade qui lui est chère, sur la nécessité de « passer sur le corps des réformistes ».

Les minoritaires ont été maintes fois pourfendus, au cours du congrès. Hostyn a été dénoncé comme étant un opportuniste de toujours. On peut douter de cette affirmation, quand on se rappelle la lutte acharnée que menèrent contre Hostyn les anarchistes et les purs, à l'époque du congrès de Bourges.

Le rapport moral a été adopté par 88 syndicats contre 11. Une affirmation sur les effectifs fédéraux est à relever. Le bureau majoritaire, prétend avoir, depuis Bordeaux, gagné 22.000 adhérents. Pourquoi donc Raemond annonce-t-il, dans la Vie Ouvrière du 20 décembre, une baisse de 17 % dans les effectifs du bâtiment ? Il faudrait accorder les violons !

Textile

Le congrès fédéral unitaire du Textile a eu lieu en même temps que celui du Bâtiment, à Paris. On n'y pouvait pas faire autrement que d'y parler des grands mouvements de 1928. Ceux de Roanne et ceux du Nord, avec la fameuse grève d'Halluin, d'une durée de plusieurs mois, et son essai de généralisation dans les centres voisins, de Tourcoing, Armentières, etc... Ces mouvements furent de graves échecs. Mais « l'auto-critique » révèle parait-il, que « le pessimisme » des minoritaires y fut pour beaucoup. C'est, comme on voit, d'une simplicité extrême. Mais pourquoi donc Richetta omet-il de signaler qu'il fut, lui aussi, suspecté de « pessimisme » par les majoritaires ultras, lors du mouvement de Roanne, d'avril 1929 ? En réalité, le courage manque aux majoritaires pour reconnaître que leurs perspectives sur la « radicalisation des masses » eurent une influence dans les désastres du Nord et de Roanne.

C'est à la presque unanimité que le rapport moral a été adopté. Ce qui veut dire que ce congrès était bien préparé « fractionnellement ». Une remarque qui s'impose au sujet des effectifs. On se targue d'une augmentation, sur 1928, de 6.000 adhérents. Mais on fait le silence sur les effectifs de 1927. La comparaison n'en serait pas très flatteuse pour les majoritaires.

LES PROBLÈMES DE LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

En France vivent et travaillent plus de 3 millions 500.000 ouvriers étrangers. A ce nombre s'ajoute encore le contingent des ouvriers saisonniers venant pour certains travaux (vendanges dans le Midi, récolte du houblon dans le Nord) et qui retournent, après quelques semaines ou quelques mois dans leur pays.

Les plus forts contingents sont formés par les Italiens (env. un million), les Espagnols et Portugais (1/2 million) et les Polonais (env. 500.000). Les autres nationalités sont représentées par des contingents allant de 20.000 à 100.000.

La majorité est formée par des ouvriers. Il y a seulement parmi les Italiens et Espagnols une forte couche petite bourgeoisie (débitants, hôteliers, petits commerçants, etc.). Des états intermédiaires entre ceux-ci et les ouvriers n'existent en tant que phénomène social d'une importance réelle que parmi les juifs qui travaillent pour la plus grande partie dans l'habillement où ils ont la possibilité de s'établir à leur compte. Mais ce sont des aspects secondaires du problème. La majorité est formée par le prolétariat le plus arriéré et le plus exploité. J'examine ici pourquoi, en général, ils ne participent pas à la lutte du prolétariat français.

Quelle est la situation matérielle des ouvriers étrangers? Où et dans quelles conditions vivent-ils et travaillent-ils? Comment sont-ils venus en France?

La France a, par suite des pertes de la guerre impérialiste et de l'industrialisation du pays un fort besoin de bras qui n'est pas encore satisfait, car des contrats sont conclus avec différents Etats pour « livraison de matériel humain ». La majorité des ouvriers étrangers travaille dans les grosses entreprises, parce que la plus grande partie d'entre eux est venue en France par suite d'un contrat collectif. Or seules les grandes entreprises peuvent supporter les frais de transport, etc. Dans les pays de chômage (Pologne, Italie, Espagne, Etats de l'Europe centrale, sauf l'Allemagne) existent des offices d'émigration, qui travaillent la main dans la main avec la bourgeoisie française. L'on promet aux ouvriers des conditions mirifiques, et lorsqu'ils arrivent, ni le salaire ni le logement ne correspondent aux stipulations du contrat. Les pires conditions sont faites aux ouvriers agricoles, qui sont liés par contrat pour un an. Quatorze heures de travail et plus, mauvaise nourriture, logement dans une grange ou écurie, bas salaires. Ceci force l'ouvrier à rompre le contrat et à aller dans les villes pour trouver du travail dans les fabriques. Or là, la première question est : « Avez-vous la carte d'identité ? » et il lui est parfois presque impossible de trouver du travail s'il a sur sa carte la mention « ouvrier agricole ».

Répartition des ouvriers étrangers

La majorité des ouvriers étrangers occupés dans l'industrie vit dans les départements de la Seine (400.000), des Alpes-Maritimes, de la Savoie, des Basses-Alpes et les districts miniers. Les ouvriers agricoles sont dans différents coins de la France. Les Polonais, les Italiens et Espagnols forment de véritables enclaves aussi bien sur le lieu d'habitation que sur le lieu de travail. Dans le Pas-de-Calais (mines), 210.000 mineurs polonais. Dans les mines de l'Est, 90 0/0 d'ouvriers étrangers (la grosse majorité formée par les Italiens). Dans le Midi, ouvriers agricoles de nationalité italienne, espagnole et polonaise. Il en est de même dans le Centre.

La majorité des ouvriers étrangers est formée par des célibataires entre 20 et 35 ans. Une partie seulement viennent en France avec leur famille ou la font venir une fois installés. Les femmes sont très peu nombreuses parmi l'immigration (ceci concerne l'ensemble et non certaines professions).

La plupart représentent des couches arriérées, ne sachant pas le français, que le patronat exploite honteusement. Les contrats collectifs sont un véritable esclavage. Ajoutons encore la répression patronale et gouvernementale qui s'abat sur les ouvriers étrangers en grève (expulsions, etc.), et l'on comprend les difficultés de travail qui néanmoins, comme je le montrerai plus loin, ne justifient nullement les succès du P.C. et de la C.G.T.U., dus à une direc-

tion composée de bureaucrates ignorants, politiciens et stupides.

Il y a pour les patrons différentes possibilités de frustrer les ouvriers étrangers : a) une partie est logée par le patron (retenue sur le salaire) ; b) là où il y a une cantine, crédit et retenue sur le salaire ; c) les ouvriers étrangers ne savent pas le français, sont arriérés et ne peuvent pas contrôler s'ils reçoivent leur « juste salaire » (surtout quand il y a des bonis et quand la paie se fait à la quinzaine).

La bourgeoisie tente de recruter la main-d'œuvre la plus arriérée, pour l'encadrer par les curés et les autres auxiliaires fascistes, et de dresser les ouvriers français contre les étrangers et vice versa.

Inutile de dire que les militants du P. C. et de la C.G.T.U. sont traqués, expulsés, etc., tandis que les réformistes et catholiques jouissent de toutes les libertés « de la France républicaine ».

Comment manœuvre la bourgeoisie

La bourgeoisie fait croire aux ouvriers français (et les confédérés et socialistes, ses agents, l'expliquent aux ouvriers) que la rationalisation une fois finie, les ouvriers français auront des postes avantageux tandis que les ouvriers étrangers seront les manœuvres les plus mal payés. Cela est naturellement impossible pour la bourgeoisie. Mais déjà à l'heure actuelle les ouvriers étrangers ont les pires conditions de travail et de logement, et naturellement les plus bas salaires. La loi sur les assurances sociales n'accorde pas à l'ouvrier étranger la retraite pour la vieillesse, même s'il a versé toute sa vie les cotisations.

Le dessein de la bourgeoisie est clair : Avoir une main-d'œuvre docile, n'ayant pas la conscience de classe, acceptant les plus bas salaires et pouvant être utilisée comme briseur de grèves. C'est ainsi qu'elle creuse un fossé entre les deux groupes d'ouvriers. Inutile de dire que cela est couvert par des phrases sur l'intérêt national, humanité, etc. Un seul mensonge doit être réfuté, celui de la naturalisation : La bourgeoisie accepte seulement la naturalisation des couches aisées ; or 95 0/0 des ouvriers étrangers sont des manœuvres. En second lieu, l'on peut retirer à un étranger naturalisé la nationalité française, s'il a fait quelque chose « contre la France ». Un commentaire est superflu.

Que font le Parti et la C. G. T. U. ?

Je passe maintenant au chapitre le plus important : l'activité des organisations révolutionnaires pour organiser la main-d'œuvre étrangère, les sous-sections du Parti communiste et les comités intersyndicaux de langue.

a) Ces comités sont formés dans le but de réunir parmi les ouvriers de leur nationalité les mots d'ordre du P.C. et de la C.G.T.U., de les entraîner dans l'action à côté du prolétariat français. Ils n'ont aucune autonomie pour déterminer leur ligne politique. Cela est juste, car il ne peut y avoir deux organisations sur la même base en face du même problème. Ces comités remplissent-ils leur rôle ? Non. Les raisons sont examinées plus loin.

b) La main-d'œuvre étrangère se trouve au point de vue politique dans l'isolement. Certes le responsable de chaque groupe va voir le secrétaire des organisations centrales (parti, C.G.T.U. et région-union), mais la liaison ne va pas plus loin. A l'usine elle n'existe pas (exception faite de certaines cellules, mais je parle de l'ensemble). Evidemment le parti n'est pas enraciné dans les usines ; on peut objecter que là est la raison. Mais même sur la base du sous-rayon aucune liaison n'existe.

c) Que font les groupes étrangers ? Ils se trouvent isolés. Il y a malgré la répression la possibilité de faire des réunions. Mais l'action au côté du prolétariat français est rarement à l'ordre du jour. L'on discute surtout sur les événements du pays d'origine. Les journaux en langue étrangère répètent les mots d'ordre du P.C. et c'est tout ; tout au plus si les camarades distribuent des tracts. Dans les nations ayant une émigration politique les luttes intérieures de leur pays se prolongent dans les groupes.

Quelles sont les raisons de cet état de choses ? Je laisse de côté la question de la ligne

politique. Il va de soi que la principale raison est la politique erronée de l'I.C. et de ses sections. Cela est suffisamment démontré par l'opposition de gauche dite « trotskyste », et je n'insiste pas là-dessus, me bornant à examiner des questions tactiques.

Les organisations centrales (C. G. T. U., P. C.), se bornent à des mots d'ordre généraux et à des affirmations platoniques concernant la solidarité internationale, le front unique de tous les exploités, etc. Cela n'a à mes yeux aucun sens. Ce sont des choses élémentaires pour un communiste. Mais à part ça que se passe-t-il ? Les organisations centrales donnent l'aide qu'un organisme bureaucratique peut donner, soit des subventions, possibilités d'édition de tracts, etc... Aucune liaison n'existe à la base, mais même dans les syndicats et sous-rayons elle n'existe presque pas. Les groupes étrangers n'ont pas d'autonomie statutaire, mais ils ont une autonomie de fait.

Xénophobie et chauvinisme

Il convient de signaler que la xénophobie est forte dans certaines couches ouvrières (même sympathisantes au Parti) et qu'elle se manifeste même dans les syndicats, quoique très peu dans le parti lui-même. Une sérieuse campagne de classe n'est pas menée dans l'Humanité contre cela. Dans les discours des dirigeants l'on trouve des choses d'ordre sentimental vantant le courage des militants étrangers qui diffusent leurs journaux et tracts eux-mêmes (Racamond au congrès de Bordeaux). Cela n'est que le bavardage d'un fonctionnaire stalinien. Il n'y a pas dans l'état actuel assez de militants français pour distribuer le matériel de leur organisation ; on ne peut donc pas leur demander de distribuer notre matériel. Nous le faisons puisqu'il faut toucher les ouvriers, nous faisons notre devoir de classe, un point c'est tout et nous n'avons besoin ni d'émulations, ni de félicitations. Est-ce à dire que les camarades français sont des chauvins ? Non, loin de là. J'ai déjà signalé le fait que les groupes étrangers s'occupent seulement de « leur » pays. Cela est déjà en soi-même une sorte de nationalisme. Mais il y a pire. La majorité des militants étrangers ignorent tout des conditions de lutte du prolétariat français, et posent comme mesure les conditions de leur pays où la lutte est parfois plus intense. Ils expriment un certain mépris vis-à-vis des militants français, tiennent des propos directement chauvins en remplaçant le mot « ma patrie » par les mots « le parti de mon pays », etc...

Inutile de dire que personne ne s'occupe sérieusement des tâches pratiques, si l'on comprend par tâches pratiques, autre chose que prononcer un discours traduisant simplement les mots d'ordre du P.C. Question du salaire ? Ça n'existe pas pour les militants s'occupant de l'organisation des mineurs, métallurgistes et autres branches. Des généralités à la Monmousseau, des bavardages à la Cachin-Sémard, ça ne manque pas. Mais autre chose ? Non. Le danger est que l'on risque de perdre de l'influence sur les masses et de garder seulement quelques sympathisants. Examinons les principales sections :

Les sections étrangères

La section italienne a très peu d'influence. Raisons : non seulement la répression qui s'abat fortement sur les militants ; surtout stupidité politique. Ne parlent que de l'antifascisme et espèrent faire bouger ainsi une main-d'œuvre qui a des conditions de vie meilleures qu'en Italie.

Section hongroise : au point de vue de l'organisation la meilleure. Satisfaisante si l'on se contente du fait d'un bon colportage des journaux des troupes existants ; bref du travail administratif. Autrement luttes intérieures parmi les leaders, chauvinisme. Raisons du bon fonctionnement : faible immigration et au point de vue des tâches pratiques de bons cadres dévoués en raison de la forte émigration politique et de la lutte intense en Hongrie. Ces cadres subissent des pertes par l'expulsion, mais ils existent.

Section polonaise et espagnole, très peu d'influence : sur 210.000 mineurs polonais, seulement 3.000 syndiqués.

LES LIVRES

PANAÏT ISTRATI. — *Soviets 1929* (Editions Rieder.)

Ce second livre de la série intitulée : *Vers l'autre flamme* et signé Istrati est totalement différent du précédent, autant par le style que par la connaissance approfondie du sujet qu'il traite. On n'en sera pas surpris puisque Istrati a annoncé, dans l'introduction, que seul le premier volume avait été écrit par lui, et que c'est pour des raisons particulières que les trois livres de la série paraissent sous son nom.

Nous recommandons vivement à nos lecteurs la lecture de ce petit livre qui, dans son ensemble, offre toutes garanties, tant au point de vue de son information objective, que de la tenue révolutionnaire. L'auteur a su poser les problèmes de la période constructive de la Révolution en communiste également éloigné de ces deux tares complémentaires de l'esprit journalistique pseudo-révolutionnaire ou contre-révolutionnaire : le dénigrement haineux et la louange imbécile et flagorneuse.

Fermelement attaché à la Révolution d'octobre, c'est en raison même de cet attachement qu'il pousse le cri d'alarme : « Le péril est en vous, le salut est en vous ! » (p. 202). Son analyse de la situation est orientée dans le sens de celle de l'opposition de gauche, dont elle constitue en gros une vulgarisation très satisfaisante.

Nos camarades y trouveront des indications substantielles, bien qu'un peu rapides, sur les problèmes actuels : la crise agraire, l'industrialisation, les tares bureaucratiques dans le parti, l'appareil étatique et les soviets, un tableau de la vie ouvrière, des mœurs de l'après-révolution, de la vie intellectuelle et artistique, un exposé clair des positions des trois principales tendances politiques : le centre, la droite et la gauche, un historique des luttes menées par l'opposition de gauche et des persécutions qu'elle a subies.

Dans son ensemble, le livre est écrit du point de

vue de l'analyse de la crise intérieure russe. Peut-être aurait-il été bon de marquer, plus nettement que l'auteur ne l'a fait, le lien de la crise russe à l'ensemble de la situation internationale. C'est là, on le sait, que passe l'axe de toute la critique de l'opposition de gauche sur la possibilité de la construction définitive du socialisme dans un seul pays. Sur ce point, la conclusion de l'auteur appellerait quelques réserves et demanderait un complément : « Le péril est en vous, le salut est en vous », dit-il à nos camarades de l'U.R.S.S.; il n'en est pas moins vrai que c'est seulement lorsque l'activité du mouvement communiste international aura cessé d'être le reflet des luttes intérieures de la Révolution russe, lorsque enfin redressée, elle se sera engagée vraiment sur le front des batailles extérieures, qu'elle pourra rendre à la glorieuse Révolution ce qu'elle en a reçu. A nos camarades de l'U.R.S.S., il faut dire sans doute que notre salut est en eux, mais aussi et réciproquement, que leur salut est en nous. Les difficultés tragiques où se débat la Révolution russe ne seront levées qu'à l'échelle de la lutte internationale. — A. A.

E. GUYOT. — *L'Université et l'Etat moderne* (Librairie Valois).

M. E. Guyot, universitaire distingué, insiste dans ce livre hâtif sur ce qu'il y a de désuet à son sens dans l'Université bourgeoise d'aujourd'hui. Il n'a pas de mal à démontrer que l'enseignement des humanités grecques et latines ne convient guère à un jeune homme pour une initiation à l'humanité d'aujourd'hui, que, d'une manière générale, la culture bourgeoise, surtout celle que donne l'enseignement secondaire avec le sacro-saint baccalauréat, est bien coupée de la vie, même bourgeoise, qu'elle n'est plus guère qu'une formalité sociale assez ennuyeuse; à laquelle on se résout par sentiment des convenances beaucoup plus que par sens des réalités. Les humanités sont un brevet de culture à laquelle la bourgeoisie accorde une grande importance, mais elles ont plutôt une valeur rituelle qu'une valeur technique.

Le type du bourgeois humaniste qui a des loisirs tend à disparaître devant les nécessités du rythme capitaliste. Dans tous les cas, c'est une survivance qui correspond beaucoup plus aux rentiers éloignés de la production qu'au capitaliste actif, spéculateur et entrepreneur. A côté de cet enseignement soi-disant humain, mais qui est parfaitement irréal et n'a aucune valeur de coordination et de systématisation, M. Guyot constate qu'il y a des enseignements plus spéciaux, techniques, mais qui se caractérisent par un remarquable manque de vues générales et un esprit extraordinairement borné en dehors de tout ce qui touche leur réalité. Pour M. Guyot, l'enseignement des humanités et l'enseignement technique correspondent à deux types d'état : l'état administratif, l'état d'hier et d'aujourd'hui, dont la fonction est le gouvernement des hommes, et l'état technique de demain dont la fonction est le gouvernement des choses. Il préconise un enseignement technique pénétré de vues générales et bien entendu l'école unique qui cherchera l'élite partout où elle se trouve.

Les gens qui, comme M. Guyot, se sont groupés autour de G. Valois, donnent l'impression de s'éveiller d'un rêve : ils découvrent soudain que nous vivons en 1929 et non en l'an I après Jésus-Christ, que le monde moderne est un fait, qu'il y a eu la Révolution française, le capitalisme, l'industrialisation du monde, et tout heureux de leur découverte, ils se croient obligés d'en faire part à leurs semblables. Mais, en réalité, ils sont irréductiblement rétrogrades, tout en se croyant de grands révolutionnaires, parce qu'ils ont fait en eux-mêmes, une révolution à retardement ; ils retournent à l'état d'esprit de nos glorieux ancêtres de 1789 en découvrant qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire de castes, monsieur Guyot, vous confondez), mais seulement des préjugés de classe. Ils retournent au saint-simonisme en découvrant la grande industrie et le régime des producteurs (1820), toutes étapes qui furent considérables en leur temps comme le fut la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, mais dont la redécouverte aujourd'hui témoigne d'une innocence exagérée. — A. A.

LES
ÉDITIONS
RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS, VI

EUROPE

LA PREMIÈRE REVUE FRANÇAISE DE CULTURE INTERNATIONALE
paraissant le 15 de chaque mois en fascicules de 152 pages

publiera en 1930

Luc DURTAIN *Extrême-Orient* **Romain ROLLAND** *Gêlle* **Jules ROMAINS** *L'Homme Blanc* **Jean GIONO** *Le Grand Troupeau*
Emmanuel BERL *Troisième Pamphlet* **Jean-Richard BLOCH** *Essai sur le Théâtre* **Jean GIRAUDOUX** *Charles-Louis Philippe*
Charles ANDLER *Vie de Lucien Herr* **Anna SEGHERS** *La Révolution des Pêcheurs* **Jean GUÉHENNO** *Essai sur la Barbarie*

Chaque mois les "Commentaires" de Jean-Richard Bloch et les "Notes de Lectures" de Jean Guéhenno.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Valables jusqu'au 15 janvier 1930

	Un an	Six mois	Un an avec primes
France et Colonies, Belgique et Colonies, Luxembourg.....	48 fr.	26 fr.	60 fr.
Pays ayant adhéré aux tarifs de l'Union Postale Internationale.....	60 fr.	32 fr.	72 fr.
Pays n'ayant pas adhéré aux tarifs de l'Union Postale Internationale....	65 fr.	35 fr.	72 fr.

Les abonnements annuels à 60 fr. et à 72 fr. donnent droit à 24 fr. de livres à choisir gratuitement dans le catalogue des Editions Rieder.

Envoi d'un numéro spécimen, de la liste des livres à choisir et des conditions détaillées d'abonnement sur simple demande. Les abonnements sont payables par mandat, chèque ou chèque postal (Paris 330-77) adressés aux Editions RIEDER, Paris, 7, Place Saint-Sulpice, 7.

POUR LES CINQUANTE ANS DE STALINE

« Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose à ux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. »

Lénine,
(4-1-1923).

LA VIE OUVRIÈRE

La C.G.T.U. et les assurances sociales

Nous ne sommes plus qu'à quelques jours de l'application de la loi sur les assurances sociales. Les dirigeants de la C.G.T.U. se démènent. Ils veulent rattraper le temps perdu. Tel le lièvre de la fable, ils arriveront trop tard. Ils annoncent que les journées du 28 et 29 décembre devront être consacrées à l'organisation de permanences destinées à recevoir l'adhésion des ouvriers aux caisses d'assurés spontanés gérées par les unitaires. On peut être sceptique quant aux résultats que donnera cette campagne de deux jours. Ce qui demandait des mois ne peut être sérieusement réalisé en 48 heures.

En réalité, les dirigeants confédéraux sont en plein désarroi ; c'est la raison de leurs mesures de dernière heure. Ils ne donneront pas le change. Depuis le vote de la loi des assurances sociales, ils n'ont jamais eu de position nette. Ils ont été prisonniers de la démagogie dont ils ont fait preuve avec la fameuse « radicalisation des masses » et le « nouvel essor révolutionnaire » qui posent, paraît-il, la « question du pouvoir ». Si on doit prendre le pouvoir, inutile de s'occuper des assurances sociales bourgeoises. Qu'on s'étonne ensuite de l'indécision, du flottement des syndicats unitaires !

Il y a quelques semaines, on s'est enfin décidé à prendre une décision. On devait, tout en critiquant les insuffisances de la loi et en combattant le versement ouvrier obligatoire, s'orienter vers la création de caisses dirigées par les unitaires. Ces directives données, on n'a pas bougé ; à moins d'appeler action sérieuse une simple affiche et quelques vagues réunions. Les syndicats sont restés passifs. Le comité général de la 20^e Union régionale, la plus forte de la C.G.T.U., tenu les 7 et 8 décembre, était à cet égard, on ne peut plus symptomatique. Un nombre infime de délégués étaient présents et ceci après le congrès unitaire, et quelques semaines avant la loi des assurances sociales. La direction de la 20^e Union régionale reconnaît que le comité général « fut caractérisé par un désintéressement de nos organisations syndicales, C. I. et unions locales de la région... ».

Au dernier comité national de la C.G.T.U., nouvelle volte-face. Constatant le retard, et pour cause, dans la création de caisses unitaires, la direction confédérale a fait décider qu'à leur défaut on pourrait entrer dans les caisses patronales et réformistes.

Certains minoritaires préconisent la rentrée dans les caisses d'assurés dirigées par les réformistes. Ce serait, d'après eux, l'application du front unique. Singulier front unique ! Serait-ce lui qui allierait dans la direction des groupements d'assurés, les réformistes partisans sans réserve de la loi, ne protestant même pas contre la clause de versement ouvrier obligatoire, et les unitaires ? Si ces derniers doivent rentrer dans les caisses réformistes, ce ne peut être que pour démasquer la position des chefs réformistes.

En fin de compte, l'insuffisance des chefs de la C.G.T.U. est flagrante. Il aurait été possible de mener contre le versement ouvrier obligatoire, une campagne qui aurait été soutenue par des millions d'ouvriers, une campagne analogue à celle que menait la C.G.T.U. d'avant-guerre contre les retraites ouvrières... pour les morts.

L'application de la loi n'ira pas de toute façon, sans créer des difficultés. Les ouvriers seront nombreux à se dresser contre le versement obligatoire

et si on le leur impose, ils exigeront des augmentations de salaires. Mais il ne faudra plus que les dirigeants de la C.G.T.U., restent dans la vague des phrases creuses. Sinon on aura, une fois de plus, perdu l'occasion de renforcer la C.G.T.U. en négligeant les intérêts des ouvriers. — G.

Les Grèves

Briey

La grève des 3.000 mineurs de fer du bassin de Briey est terminée. Le 24 décembre, les défections de plus en plus nombreuses, obligeaient le comité de grève à proposer la rentrée. Les grévistes obtiennent 2 fr. 50 sur les 5 francs par jour qu'ils réclamaient. Le contrôle de la bascule leur est refusé. Mais ce qui est grave, c'est le licenciement de deux cents mineurs choisis parmi les plus combattifs.

La grève, englobant surtout des ouvriers polonais était une réaction spontanée contre l'exploitation intensive que leur faisait subir un patronat extrêmement puissant. La réussite du mouvement exigeait des organisations syndicales solides permettant de protéger, de soutenir efficacement les ouvriers étrangers sur lesquels les patrons, aidés par les pouvoirs publics, exercent une pression allant parfois jusqu'à l'expulsion de France. Il aurait fallu aussi essayer de réaliser le front unique des unitaires et des confédérés. L'occasion en aurait été d'autant plus intéressante que ces derniers étaient dirigés par Humbert, le militant qui mena dans la C.G.T., il y a quelques années, une campagne pour l'unité syndicale.

Au lieu de tout cela, les dirigeants unitaires ont prodigué des déclamations d'un optimisme délirant. Ils voyaient déjà les 18.000 mineurs de la région dans la lutte. « L'essor révolutionnaire des masses » leur troublait la tête. Il y a maintenant l'honorable Raveau qui se dépense et annonce les prochains « défis » qu'on va lancer aux seigneurs du fer du bassin de Briey. Croit-on que les de Wendel vont mordre facilement la poussière ? Il apparaît que l'issue de la grève, avec les renvois des militants les plus actifs les renforce et il faudra autre chose que des déclamations pour les vaincre.

Guise

Après trente jours de grève, le conflit du « Familistère » de Guise a pris fin le 20 décembre. La grève de Guise aura été utilisée au maximum par les majoritaires, désireux de prouver la justesse des décisions du 6^e Plénum. Ce fut une débauche d'affirmations sur le rôle dirigeant du parti, proclamé sur tous les tons et « acclamé », nous dit-on, par les grévistes. Il faut croire que ces déclarations, très dans la ligne, ne nourrissent pas suffisamment les grévistes, puisque, après quelques jours de silence, on a été contraint de reconnaître que finalement, des pourparlers avaient été entamés avec la direction de l'usine, pour obtenir la rentrée en bloc des grévistes, alors qu'auparavant, on ne devait rentrer qu'après avoir obtenu satisfaction. L'accord s'est fait ensuite sur les bases suivantes : les grévistes demandaient 5 fr. par jour d'augmentation, ils auront 0 fr. 30 horaire, et 5 % sur le salaire total.

La direction de cette soi-disant « coopérative » ne sera pas de toutes façons au bout de ses peines. De plus en plus, dans ces « coopératives » les

avantages dont bénéficient un certain nombre d'ouvriers, dits associés, apparaîtront comme des moyens employés pour diviser au profit du patronat, la masse des grévistes.

Champagnac

Echec à Champagnac où la grève des mineurs a duré cinq semaines. Les dirigeants de la fédération unitaire du sous-sol qui étaient sur place ont constaté la « désagrégation » du bloc des 800 grévistes par la Compagnie. Les défections aidant, le comité de grève a donné l'ordre de reprise du travail. La Compagnie, triomphante, a procédé à des coupes sombres. N'est pas rentré qui voulait. Et une centaine de mineurs grévistes, parmi les plus ardents, ont été chassés. Les salaires ont été, pour certaines catégories, diminués ; pour d'autres, augmentés. Dans l'ensemble, la revendication des 5 francs par jour que demandaient les grévistes échoue.

La grève, nous disent les délégués unitaires, a eu comme résultat, d'élever le « niveau idéologique des mineurs ». Comme résultat, c'est maigre. Il faudrait plutôt s'efforcer de tirer d'autres leçons. Ainsi, les dirigeants unitaires n'ont pas suffisamment considéré que, les mines de Champagnac n'ayant dans la production minière française, qu'une importance très secondaire et qu'auparavant les grèves des bassins autrement importants du Gard et de la Loire ayant échoué, il convenait d'agir avec prudence.

La Pallice

Après des nouvelles contradictoires, il apparaît que la grève des dockers de La Pallice a pris fin vers le 25 décembre. Les réformistes y ont donné, une fois de plus, leur mesure. Ils ont agi en briseurs de grève. Le Peuple est avare de commentaires ; on comprend ça. Une seule fois, le 26 décembre, Vignaud a expliqué « juridiquement » que les dockers avaient tort de persister à refuser de travailler sous les ordres de deux jaunes. Vignaud sait très bien que les dockers n'ont pas admis sans résistance la reconnaissance de leurs « torts » et pendant plusieurs jours, malgré la décision de reprise du travail votée, ils refusèrent de subir le contact des jaunes. Sans la tactique du bureau confédéral unitaire, évitant de se concerter avec la fédération unitaire des ports et docks, minoritaire, et envoyant à La Pallice, le majoritaire de carrière, Leboursier, on aurait pu espérer que les dockers confédérés de La Pallice, imitant leurs camarades de Nantes, auraient renvoyé définitivement à leurs subtilités juridiques bourgeoises les chefs réformistes et rejoint la C.G.T.U.

L'action des boulangers

contre le travail de nuit

L'action engagée par la fédération unitaire de l'alimentation pour arracher le travail de jour dans la boulangerie, n'a pas donné les résultats escomptés.

La grève générale de la Noël a été d'une façon générale mieux appliquée en province qu'à Paris. En Seine-et-Marne, à Meaux, à Fontainebleau, à Lagny, les ouvriers boulangers ont refusé de travailler la nuit. Mais, dans l'ensemble du pays, les ouvriers des fournils sont restés passifs. A Paris, plus d'un millier d'ouvriers présents au meeting du 23, ont voté les mesures proposées par le bureau syndical ; mais là seulement s'est borné leur action. Les jours suivants, ils devaient aller poursuivre l'action dans leurs sections syndicales : ils n'y ont pas été.

Il faudra tirer les leçons de cet échec. Mais déjà on peut dire que le travail de jour combattu par les patrons, rencontre encore du côté ouvrier pas mal d'incompréhension. Le travail de nuit permet, étant donné l'absence de contrôle, de faire des heures supplémentaires rapportant 100 à 150 francs la nuit. Il faudrait réagir contre cela.

Ce qui aussi, n'a pas peu gêné l'action syndicale, c'est la tactique étrange adoptée par les journaux ouvriers. Que le Peuple et le Populaire se taisent, passe encore ; mais voir l'Humanité prendre la même attitude, ne rendant même pas compte de l'action des boulangers parisiens, est inconcevable.

Enfin, les méthodes employées par les majoritaires pour combattre leurs adversaires minoritaires, devaient produire leur effet sur l'action revendicative. Les Simonin ont vraiment abusé. On ne traite pas quotidiennement de tous les noms, dans l'Humanité, les dirigeants fédéraux et du syndicat parisien, sans que cela ne crée un malaise nuisible pour les syndicats et leurs revendications.

STEFAN ZWEIG

LA CONFUSION DES SENTIMENTS

Traduit de l'Allemand par A. HELLA et O. BOURNAC

1 vol. : 12 fr.

« J'avoue mes préférences pour ce livre de STEFAN ZWEIG. C'est, à mon sens, le plus puissant qu'il ait écrit... le plus tragique, le plus humain. »

ROMAIN ROLLAND

Sur Alfa..... 20 fr.

Sur pur fil..... 35 fr.

LIBRAIRIE STOCK
DELAMAIN ET BOUTELLEAU — PARIS

La vie de l'opposition

Une réunion publique La "Vérité" et la "Lutte de Classes" en 1930 à Clichy

Notre groupe de Paris avait décidé de tenir une réunion publique à Clichy afin d'exposer notre point de vue sur la crise actuelle du Parti et la formation du « Parti ouvrier-paysan », le samedi 28 décembre.

Malgré la diffusion d'un grand nombre de numéros de la Vérité et de centaines de tracts invitant les travailleurs à venir nous entendre, un nombre très restreint de camarades se rendirent à notre appel. Il faut souligner que la plupart des assistants étaient des membres du parti, venus dans l'intention, non d'écouter, mais de contredire. Leur attitude fut d'ailleurs piteuse.

Le camarade Gérard fit un exposé de l'état du Parti dans les circonstances actuelles et de la crise ouverte par le départ des « six » et la formation du « Parti ouvrier-paysan ». Il montra que les causes de l'affaiblissement progressif du parti sont à chercher dans les fautes de l'Internationale tout entière et particulièrement des « chefs » qui règnent bureaucratiquement à Moscou. Les circonstances objectives du renforcement actuel de la bourgeoisie ne suffisent pas à expliquer cet affaiblissement. Puis il indique que les élus qui quittent aujourd'hui le Parti sont de vulgaires électoralistes qui n'ont cessé de mener dans le Parti la politique qu'ils affichent aujourd'hui en dehors. Le Parti les a tolérés tant qu'ils ont été dociles aux ordres de Moscou et qu'ils ont voté l'exclusion massive de l'opposition. Nous appelons les travailleurs à repousser leur action qui essaie de se situer « entre le socialisme et le communisme », et à venir travailler avec l'opposition de gauche, sur le terrain historique du communisme.

Antonini apporta la contradiction du parti communiste, appuyé par quelques camarades au crâne soigneusement bourré. Il contesta nos affirmations et déclara que malgré la baisse d'effectifs du parti et de la C.G.T.U., « il fallait être aveugle » pour ne pas voir combien l'influence du parti s'étendait. En somme, il nous resservit les clichés de l'humanité sans exception, sur la répression, sur l'humanité, sur le social-fascisme, sur le développement des cellules, etc... L'absence d'un nombre suffisant de camarades de la localité força la discussion à se poursuivre surtout entre nos camarades et les membres du parti. Outre Antonini, plusieurs autres intervinrent, avec la prétention de mettre à nu la plate-forme de l'opposition. La quantité de sottises, de mensonges et d'erreurs qu'ils purent accumuler à ce sujet est incommensurable. Antonini nous apprit que l'opposition divergeait de la majorité de V. C. sur la question de la NEP, que Trotsky n'avait été qu'un pacifiste pendant la guerre, etc. ! ! Rosmer les remit vertement à leur place, montrant le ridicule ou l'hypocrisie de leurs mensonges, et traçant de l'état actuel du parti un tableau qu'aucun d'eux ne put contester. Ils tentèrent bien leurs classiques interventions démagogiques, en accusant nos camarades de ne pas mener le combat de classe, mais leurs essais pour faire tourner la réunion en leur faveur par ces moyens échouèrent. Sur le coup d'onze heures et demie une équipe de saboteurs, conduite par Dallet, fit irruption dans la salle. Ils n'avaient pu être prévenus plus tôt. Cependant, l'attitude peu provocante de leurs camarades les incita à la prudence et la réunion fut levée dans le calme.

Le programme que nous nous étions tracé pour le mois de décembre et pour lequel nous avons demandé l'aide active de nos amis, a été à peu près réalisé, mais pas exactement comme nous le désirions. Du côté des abonnements, un sérieux renfort est venu du dehors, nos camarades du Brésil, entre autres, nous ayant adressé en bloc un paquet d'abonnements. De même pour la vente au numéro dans Paris et dans la région parisienne, des camarades nous ont donné un bon coup de main et ont développé cette vente dans les cercles ouvriers étrangers. Ce n'est pas là une aide que nous dédaignons : bien au contraire. En plus du soutien direct qu'elle nous apporte, elle consolide les liens existant déjà entre nous et les divers groupes de l'opposition internationale et elle en crée de nouveaux. Elle est donc particulièrement importante.

Mais on comprendra que, pour remplir notre tâche, c'est avant tout en France que nous devons nous développer. Sur ce point, les résultats de la campagne de décembre n'ont pas été aussi satisfaisants qu'ils auraient dû l'être, qu'ils l'auraient été si chacun de nos amis avait fait l'effort nécessaire pour recruter abonnés et lecteurs. Il convient toutefois de noter que des concours qui nous ont déjà été donnés et qui doivent prendre rapidement une extension appréciable nous permettent d'aborder avec optimisme l'année nouvelle.

Il ne saurait être question de nous agrandir déjà selon l'une des formes au sujet desquelles nous avons demandé l'avis de nos lecteurs : 12 pages du format actuel ou 8 pages d'un plus grand format. Mais ce que nous allons pouvoir faire tout de suite c'est, en gardant 8 pages, les allonger un peu, de telle sorte qu'en réservant une part à la publicité, nous disposerons encore de plus de place que maintenant.

Il n'y aura pas qu'une légère modification de forme. Notre travail, mené désormais en commun avec la Lutte de Classes, nous permettra de modifier la présentation et le contenu du journal. Jusqu'à présent, la Vérité a eu, par sa forme, un caractère hybride : moitié journal, moitié revue. On nous l'a parfois reproché. Mais c'était en partie inévitable, car il nous fallait publier des études importantes et donner tous les textes et documents de l'opposition. Il n'en sera plus ainsi désormais : la Vérité et la Lutte de Classes se répartiront le travail et les articles et se compléteront. Le plan de travail de la Lutte de Classes a été exposé dans le précédent numéro. Quant à la Vérité, allégée des études et documents qui passeront à la revue, elle pourra se mêler chaque semaine davantage au mouvement ouvrier, suivre de plus près l'activité du parti et celle des syndicats, exposer les faits, donner une information sûre et dire son mot sur toutes les questions.

Les camarades de l'opposition se rendront compte de l'étendue et de la complexité du travail qu'il nous faudra accomplir. Quelques-uns nous trouveront peut-être trop ambitieux. Mais si l'opposition veut vivre, si elle veut jouer son rôle si elle veut se faire sa place dans le mouvement français et dans l'Internationale, il faut qu'elle soit capable de faire tout cela, elle doit être capable de faire tout ce que l'Internationale ne fait plus : substituer à la

politique fausse de l'Internationale communiste, aux textes illisibles qu'elle met en circulation et que les port-parole de ses sections se bornent à répéter, des analyses justes et des études sérieuses qui sont nécessaires à la classe ouvrière pour déterminer son action de chaque jour et mener victorieusement sa lutte contre la bourgeoisie.

Les forces que nous avons pu déjà rassembler sont encore insuffisantes pour réaliser ce travail dans toute son étendue. Aussi, nous adressons-nous une fois de plus aux camarades de l'opposition pour les appeler à travailler avec nous, à nous aider dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la rédaction ou de la diffusion du journal ou de la revue.

Une assemblée d'étude et de discussion

Dans ses récentes réunions, notre groupe de Paris a envisagé la tenue d'une petite conférence dans laquelle il examinerait à fond les principaux problèmes politiques actuels. La diffusion de la Vérité et l'activité de l'opposition sont aujourd'hui assez avancées pour que nous ayons besoin d'examiner sérieusement la situation et de donner une base affermie à notre développement futur. Une ou plusieurs séances se tiendront à cet effet dans le courant du mois de janvier.

Des rapporteurs ont été désignés pour étudier les principales questions à l'ordre du jour. Ils présenteront des projets de rapports qui seront étudiés et discutés en commun.

Nous communiquerons à nos camarades de province les textes adoptés afin qu'à leur tour, ils nous fassent leurs critiques et leurs suggestions.

Ainsi, nous établirons une solide base politique de développement pour l'étape actuelle. Les principaux points traités seront les suivants : situation de l'économie et des classes nationalement et internationalement, politique du parti communiste, développement de l'opposition en France, situation de la gauche communiste internationale.

Souscriptions reçues :

Pasquel, 12 ; un membre du Parti, 10 fr. ; Pierre Legel, 10 fr. ; Vente de journaux à Marseille (transmis par Gross), 60 fr. ; Un camarade du 4^e rayon, 5 fr. ; un communiste de la région parisienne, 20 francs ; R. Chatelain, 2 fr. ; A. Sarrette (2^e versement), 250 fr. ; Courdavaulx, 10 fr. ; J.L. 20 fr. ; Pierre, 15 fr. ; Liste de souscriptions transmise par les camarades de Rio de Janeiro, 71 fr. ; Liste de souscriptions transmise par le groupe oppositionnel hongrois, 200 fr. ; Liste de souscriptions transmise par le secrétaire des groupes espagnols d'opposition de Belgique et du Luxembourg, 65 fr. ; collectes aux réunions du groupe, 55 fr. Total : 805 fr. Total général : 7.158 francs.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X'

Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC

10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-2)

MARC-A. ALDANOV

9 THERMIDOR

roman

Le « 9 Thermidor » est le premier tableau d'une grande fresque englobant trente ans de la période la plus tragique de l'histoire européenne, de la Terreur à la mort de Napoléon. On n'avait jamais rien fait d'aussi vaste depuis « Guerre et Paix ».

C'est toute la Révolution française rafraîchie en quelque sorte dans le bain de sang de la Révolution russe.

ANDRÉ PIERRE. « l'Europe Nouvelle »

1 vol. : 15 fr.

EDITIONS VICTOR ATTINGER - PARIS